

**COMMUNE D'OLLIOULES - DEPARTEMENT DU VAR**  
**DELIBERATION DE LA COMMUNE D'OLLIOULES**

**N° 25/12/4.4**

**SEANCE DU 1<sup>er</sup> DECEMBRE 2025**  
**L'AN DEUX MILLE VINGT CINQ ET LE 1<sup>ER</sup> DECEMBRE à 18 HEURES**

NOMBRE DE CONSEILLERS			
EN EXERCICE	PRESENTS	REPRESENTES	ABSENT
33	26	7	0

Le Conseil Municipal de la Commune d'OLLIOULES s'est réuni en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, sur la convocation et sous la présidence de Monsieur Robert BENEVENTI, Maire.

**PRESENTS :**

Robert BENEVENTI, Christine DEL NERO, Michel THUILIER, Dominique RIGHI, Laetitia QUILICI, Michel OLLAGNIER, Carine GINZAC, Delphine GROSSO, Guy PHILIPPEAUX, Brigitte CREVET, Nadine ALESSI, Jean-Louis PIERACCINI, Robert ARPINO, Florence GARRONE, Antoine VACCARO, Patrick APARICIO, Thierry AKSOUL, Nathalie PESCHARD-LAUZIERE, Philippe CASTILLO, Katell LE BLEIZ, Hélène CAREN, Patrick JOLI, Julien ROCCHIA, Anaïs HATRET, Christian BERCOVICI, Claudie CARTEREAU-ZUNINO.

**REPRESENTES :**

Nicole BERNARDINI représentée par M. le Maire  
Didier MARTINA-FIESCHI représenté par Christine DEL NERO  
Valérie MASSENET représentée par Michel THUILIER  
Stanislas ROQUEBERT représenté par Dominique RIGHI  
Ombeline LOMPRES représentée par Laetitia QUILICI  
Benoit ADET représenté par Michel OLLAGNIER  
Catherine MAGADDINO représentée par Delphine GROSSO

**Secrétaire de séance** : Anaïs HATRET

**VOTE :**

**UNANIMITE** : OUI

**ABSTENTION(S)** :

**POUR** :

**CONTRE** :

**BLANC(S) et NUL(S)** :

**OBJET : Personnel communal-Création d'emplois permanents de catégorie C**

Madame Laetitia QUILICI, adjointe au Maire informe l'assemblée que conformément à l'article L. 313-1 du Code Général de la Fonction Publique, les emplois de chaque collectivité et établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité.

Madame QUILICI expose qu'il est nécessaire de créer des emplois permanents permettant des recrutements. Il est donc proposé au conseil municipal, la création de 9 emplois permanents de catégorie C comme suit :

- 2 emplois permanents à temps complet 35h pour exercer les fonctions d'agent d'entretien à compter du 1er janvier 2026. Ces emplois pourront être pourvus par un fonctionnaire de catégorie C de la filière technique au grade d'adjoint technique.
- 1 emploi permanent à temps complet 35h pour exercer les fonctions d'agent technique aux services techniques à compter du 1er janvier 2026. Cet emploi pourra être pourvu par un fonctionnaire de catégorie C de la filière technique au grade d'adjoint technique.



- 1 emploi permanent à temps complet 35h pour exercer les fonctions d'agent du service restauration au restaurant scolaire à compter du 1er janvier 2026. Ces emplois pourront être pourvu par un fonctionnaire de catégorie C de la filière technique au grade d'adjoint technique.
- 2 emplois permanents à temps complet 35h pour exercer les fonctions d'agent technique au service sport et jeunesse à compter du 1er janvier 2026. Ces emplois pourront être pourvu par un fonctionnaire de catégorie C de la filière technique au grade d'adjoint technique.
- 1 emploi permanent à temps complet 35h pour exercer les fonctions de médiateur culturel à compter du 1er janvier 2026. Cet emploi pourra être pourvu par un fonctionnaire de catégorie C de la filière culturelle au grade d'adjoint territoriale du Patrimoine.
- 1 emploi permanent à temps complet 35h pour exercer les fonctions d'agent technique au cabinet du maire à compter du 1er janvier 2026. Cet emploi pourra être pourvu par un fonctionnaire de catégorie C de la filière technique au grade d'adjoint technique.
- 1 emploi permanent à temps complet 35h pour exercer les fonctions ASVP régisseur placier à compter du 1er janvier 2026. Ces emplois pourront être pourvu par un fonctionnaire de catégorie C de la filière technique au grade d'adjoint technique.

En cas de recrutement infructueux de fonctionnaires, les fonctions pourront être exercées par des contractuels relevant de la catégorie C dans les conditions fixées à l'article 3-2 ou 3-3 2° de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984. Ils devront dans ce cas justifier d'une expérience professionnelle appropriée aux secteurs demandés.

La rémunération sera calculée par référence à la grille indiciaire du grade de recrutement sans pouvoir dépasser l'indice maximum de la grille du grade de recrutement. Elle sera déterminée en prenant en compte, notamment, les fonctions occupées, la qualification requise pour leur exercice, la qualification détenue par l'agent ainsi que son expérience.

Le recrutement de l'agent contractuel pourra être prononcé à l'issue d'une procédure prévue par les décrets n°2019-1414 du 19 décembre 2019 et n°88-145 du 15 février 1988, ceci afin de garantir l'égal accès aux emplois publics.

L'ASSEMBLEE,

VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment les articles 3-2 et 3-3 2°,

VU le décret n°88-145 du 15 février 1988 modifié, pris pour l'application de l'article 136 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,

VU le Code Général de la Fonction Publique,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération relative au régime indemnitaire n° 20/09/4.10 adoptée le 21/09/2020,

CONSIDERANT la nécessité de créer ces emplois permanents sur les services énumérés, compte tenu de la volonté de satisfaire à un avancement de grade par concours,

OUI L'EXPOSE DE SON RAPPORTEUR,  
APRES DELIBERE,

- APPROUVE la création de 9 emplois exposés ci-dessus.



- MODIFIE le tableau des emplois permanents.
- DECIDE d'inscrire au budget les crédits correspondants.
- PRECISE que les dispositions de la présente délibération prendront effet au 1er janvier 2026.

**LE MAIRE**  
**Robert BENEVENTI**



**Le ou la secrétaire  
de séance**

